

Lorsque le temps presse...

Le Comité directeur du Parti socialiste, la Direction politique nationale du PSU et le Bureau national de la CFDT se sont réunis successivement samedi, dimanche et lundi derniers. On trouvera dans ce numéro le texte de la résolution adoptée par la DPN du PSU ; il importe ici de placer ces débats sous l'éclairage de la situation politique nouvelle créée par les événements récents et de situer les points d'ancrage avec les travaux du Parti socialiste et de la C.F.D.T

Voici de nombreuses années que la question d'un pouvoir socialiste en France butait sur la coupure radicale entre la nature des luttes sociales menées par les travailleurs et la nature des forces politiques qui les traduisaient à leur niveau. Entre un Parti communiste rejeté de la communauté nationale et une sociale-démocratie constamment en proie à la tentation centriste, les espoirs nés dans le combat à la base se perdaient toujours dans la désillusion de l'impuissance des états-majors. Tel est ce vieux blocage de la scène politique et sociale française qui sinon disparaît, du moins est remis en cause. C'est cette remise en cause qui hier a permis à la gauche unie d'atteindre son meilleur score électoral depuis la libération et qui demain peut lui permettre d'engager le processus de transition au socialisme.

élément décisif

On peut s'interroger sur les causes de ce déblocage. Sans doute est-il encore trop tôt pour les bien distinguer toutes. Mais il est sûr, dès à présent, que la perspective du socialisme autogestionnaire a introduit dans le débat figé opposant réforme et révolution un élément permettant de le dépasser. L'autogestion socialiste n'a certes pas encore acquis un contenu suffisamment précis pour suffire à elle

seule à définir un programme politique. Mais la nouveauté qu'elle a introduite dans les perspectives des luttes ouvrières — on s'en est bien rendu compte à Lip — comme dans la problématique des organisations politiques et syndicales constitue l'élément décisif de la période récente. Ainsi, grâce à elle, des liens constructifs ont pu se nouer avant les élections présidentielles entre le Parti socialiste, la CFDT, le PSU et tous les mouvements ou organisations qu'avait rassemblés le **Comité de liaison pour l'autogestion socialiste**.

Des liens plus étroits se sont également tissés avec le Parti communiste. Les discussions de ce dernier, notamment avec le PSU, ont permis d'établir de nouveaux rapports au sein de toute la gauche. L'acquis de cette unité ne doit pas être négligé mais au contraire renforcé ; pour sa part, le PSU s'y emploiera et c'est dans cet esprit qu'il accorde tant d'importance à la tenue à l'automne prochain d'assises nationales où l'ensemble des forces de gauche pourrait débattre de projets politiques, économiques et sociaux capables de mieux répondre aux aspirations populaires actuelles, au delà du Programme commun

. Meeting à Toulouse : une formidable mobilisation



remarquable dynamique

Compte tenu du rôle que joue dans les institutions politiques françaises l'élection du président de la République au suffrage universel, la dernière campagne électorale a bien sûr constitué une étape importante dans cette évolution et il faut en tirer les leçons. La remarquable dynamique de l'unité populaire réalisée au second tour est de toute évidence la première de ces leçons. C'est elle qui a permis à la gauche, au grand étonnement des spécialistes de sciences politiques, de retrouver une partie de l'électorat ouvrier qu'elle avait perdu au profit du gaullisme ou de la droite classique. Cette dynamique unitaire met mieux en valeur les caractéristiques de la bataille du premier tour. Il ne fait guère de doute en effet que la campagne autonome de chacune des composantes de la coalition de gauche a été difficile : le Parti communiste défendait le Programme commun, tout en le sachant dépassé, parce qu'il correspond fondamentalement à sa logique politique et économique ; le Parti socialiste a disparu en tant que tel pour laisser la place au candidat unique réunissant autour de lui une équipe de conseillers totalement étrangère à l'équilibre des

tendances internes au PS ; le PSU a eu du mal à individualiser son intervention alors que le projet politique dont il est porteur a reçu un excellent accueil dans toutes les situations unitaires (notamment les meetings) où il s'est trouvé lors de la campagne du second tour.

Il est également très frappant de constater à la fois combien la campagne de François Mitterrand a manqué d'une perspective longue, d'un projet cohérent de société socialiste, mais aussi combien l'élaboration d'un programme économique et financier cohérent a été traduit par la presse et l'opinion publique comme une nouvelle capacité de la coalition de gauche à gouverner.

le danger de l'immobilisme

Il reste incontestablement que l'absence d'un projet politique global à long terme dans la campagne de François Mitterrand a pesé lourd dans le résultat final. C'est ce projet, dont l'autogestion socialiste jette les bases, qu'il s'agit maintenant de proposer à l'ensemble des forces de la gauche. De nombreux indices montrent qu'elles y sont attentives et que le temps presse.

La DPN du PSU, dans sa résolution finale souhaite que soient jetées « **les bases d'une action et d'une organisation de masse fondée sur une orientation socialiste autogestionnaire et sur une action militante étroitement liée aux luttes sociales** ». Les déclarations de François Mitterrand à l'issue du Comité directeur du Parti socialiste, celles du Bureau national de la CFDT et de nombreux militants s'exprimant en dehors du cadre de ces grands appareils politiques ou syndicaux montre que cet enjeu est bien perçu comme la variable centrale du développement du socialisme en France.

Il est clair, bien entendu, que des déclarations ne suffisent pas. C'est à la fois sur le terrain des luttes sociales et sur celui de la confrontation commune des idées politiques que s'éprouvera la volonté réelle des forces de l'unité populaire de créer autour de l'autogestion socialiste un regroupement politique capable d'assumer prochainement une alternative au pouvoir de la droite. Cette volonté commune cherche aujourd'hui à s'exprimer et la Direction politique nationale du PSU souhaite qu'elle puisse sans tarder trouver un terrain pour se concrétiser.

Le candidat unique de la gauche déclarait au soir du 19 mai que

« **quelque chose est en marche qui ne s'arrêtera pas** ». Il faut en effet prendre des initiatives afin que l'unité populaire trouve de nouveaux moyens d'affirmer sa cohésion, afin que chaque courant qui la compose ne reparte pas sur le chemin des divisions que l'on commençait à surmonter dans le respect des légitimes originalités. La première de ces initiatives, ainsi que le souhaite la DPN du PSU, serait que s'organise dans les prochains mois une rencontre nationale des forces socialistes. La pire attitude serait de s'immobiliser dans ce demi-échec ou ce que certains croient bien imprudemment être déjà un avant-goût de la victoire.

menace de régression

Là réside une première raison pour laquelle le temps presse. Car les vieilles traditions de la gauche à s'enliser dans des querelles d'appareils ou de tendances risquent de réapparaître si la volonté unitaire de la base à laquelle un syndicat comme la CFDT est particulièrement attaché, n'a pas rapidement les moyens de se consolider. Si une telle perspective ne s'ouvrait pas

par le dépassement des organisations politiques actuellement existantes, tout porte à croire qu'une régression s'opérerait par rapport à l'avancée réalisée autour du candidat unique.

Ainsi, le Parti socialiste n'aurait de recours qu'en un replâtrage d'un Programme commun inapte à proposer le projet d'un autre modèle de croissance et de rapports sociaux dont le besoin s'est fait si fortement ressentir. Ainsi, la CFDT verrait se perdre la chance décisive qu'une force politique très puissante soit capable de traduire au niveau institutionnel son objectif de l'autogestion socialiste ; elle risquerait alors de s'isoler sur le strict terrain de la revendication sociale en délaissant rôle qui lui revient dans le renversement du régime capitaliste.

Enfin, le PSU serait menacé d'isolement dans un combat marginal pour l'autogestion alors que précisément la leçon de la période récente est que le succès de l'autogestion socialiste comme base d'un modèle français du socialisme ne vient pas de ce qu'elle a été proposée par une organisation autonome, le PSU, mais vient de sa dynamique propre, prise en compte à ce titre par tous les partis, mouvements ou syndicats dont il est ici question.

déjouer le piège

Il y a naturellement une seconde raison pour laquelle le temps presse ; c'est la politique amorcée par le pouvoir. Le danger que constitue pour la bourgeoisie la réalisation éventuelle d'une majorité populaire est désormais pressant. Le chiffre de 49,2 % va hanter bien des imaginations. Dans ces conditions, il y a tout à parier que Giscard mènera à la fois la politique de classe pour laquelle il a été élu et une politique de rénovation

Gauche : Lorsque le temps presse

apparente du rituel gouvernemental afin que des travailleurs se fassent prendre à son piège du « **changement sans risque** ».

Il faut ainsi se préparer à la lutte contre un pouvoir certes réactionnaire, mais aussi dynamique et qui cherchera sans doute à diviser la gauche en usant habilement de l'inflation pour faire semblant d'honorer ses promesses sociales.

Il n'y a donc pas de temps à perdre. L'adversaire menace ; les forces socialistes doivent savoir travailler en commun pour proposer aux treize millions de Français qui les ont soutenues hier et à tous ceux qui feront la majorité de demain, le projet de société et l'organisation politique qui concrétiseront leurs espoirs.

Jean Le Garrec